

Direction de la communication

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE ROUEN NORMANDIE
1 RUE DE GERMONT
76 000 ROUEN

Appel d'offres ouvert
Articles R2124-1 à 2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Refonte Graphique du Magazine Ensemble et déclinaison de chaque édition
(hors impression)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)

SOMMAIRE

PREAMBULE - PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE.....	3
CONTEXTE.....	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC	4
1.1 - OBJET	4
1.2 - ALLOTISSEMENT	4
1.3 - PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ PUBLIC.....	4
1.4 - MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC ET MARCHES COMPLEMENTAIRES/SIMILAIRES	4
ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION.....	5
2.1 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
2.2 - DELAIS D'EXECUTION	5
2.3 - PROLONGATION DES DELAIS	5
ARTICLE 3 – INTERLOCUTEUR DU MARCHÉ.....	6
3.1 - LE POUVOIR ADJUDICATEUR.....	6
3.2 - REPRESENTANT DU TITULAIRE.....	6
ARTICLE 4 - OBLIGATION DES PARTIES	7
4.1 - OBLIGATION DU TITULAIRE	7
4.2 - OBLIGATION DU CHU ROUEN NORMANDIE	8
ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	8
ARTICLE 6 - MODALITES D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE.....	9
6.1 - CONDITIONS DE COMMANDES	9
6.2 - MODIFICATION D'UN BON DE COMMANDE.....	9
6.3 - ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE	10
ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
ARTICLE 8 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES.....	10
8.1 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	10
8.2 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	10
ARTICLE 9 – OPERATION DE VERIFICATION.....	11
ARTICLE 10 – PROPRIETE INTELECTUELLE.....	11
ARTICLE 11 – RESPONSABILITES.....	11
11.1 - GARANTIE	11
11.2 - ACCES - CONSIGNES.....	11
11.3 - ASSURANCES	12
ARTICLE 12 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	12
12.1 - CONTENU DES PRIX	12
12.2 - CLAUSE DE REVISION DES PRIX	12
ARTICLE 13 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	13
13.1 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT – DEPOT DE LA FACTURE ELECTRONIQUE.....	13
13.2 - CONDITIONS DE REGLEMENT	14
ARTICLE 14 – PENALITES.....	15
14.1 - GENERALITES.....	15
14.2 - PENALITE DE RETARD.....	15
ARTICLE 15 – RESILIATION	16
ARTICLE 16 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	16
ARTICLE 17 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE.....	16
17.1 - RESOLUTION AMIABLE	16
17.2 - RESOLUTION CONTENTIEUSE – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	17
ARTICLE 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	17

PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de Développement Durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation,
- La performance sociale,
- L'innovation,
- L'accès des PME à la commande publique,
- La performance économique et technique.

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

A cet effet, le CHU de Rouen s'est doté d'une charte de déontologie qui s'impose à tout agent public participant à un achat au sein du GHT Rouen Cœur de Seine. Elle engage chacun des acteurs internes de l'établissement concerné par le projet achat et vise à garantir autant pour les fournisseurs et leurs sous-traitants que pour les professionnels des établissements hospitaliers un processus achat éthique, loyal et transparent). Cette charte est disponible sur le site internet du GHT Rouen Cœur de Seine, dont le CHU de Rouen est l'établissement support, via le lien suivant :

<https://www.gh-tcoeurdesemaine.fr/wp-content/uploads/sites/76/2024/11/Charte-de-deontologie-achat-GHT-juin-2024.pdf>

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de Consultation article 5.1.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

1.1 - Objet

Le présent marché a pour objet la **refonte complète du magazine interne du CHU de Rouen, incluant la création d'une nouvelle maquette graphique, la réalisation graphique de chaque numéro et l'accompagnement éditorial.**

1.2 - Allotissement

Il s'agit d'un **marché public unique**.

En effet, l'objet du présent marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes, il ne peut donc pas être passé en lots séparés, conformément à l'article L2113-10 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R2113-2 du Code de la commande publique, l'acheteur doit motiver son choix de ne pas allotir un marché. Ainsi, la motivation du non-allotissement réside dans le fait que la création de la maquette et la réalisation des numéros sont étroitement liées et nécessitent une cohérence graphique et éditoriale continue.

1.3 - Procédure et forme du marché public

1.3.1 - *Type de marché public*

La présente consultation est un marché public de service et plus précisément de prestations intellectuelles.

1.3.2 - *Procédure de passation*

Le marché public est passé selon la **procédure de l'appel d'offres ouvert**, en application des articles R2124-1 à 2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

1.3.3 - *Forme du marché public et des prix*

Conformément aux articles R2162-2, R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique, le marché public est un **accord-cadre** fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est **exécuté au moyen de bons de commande** sans montant minimum mais avec un **montant maximum de 120 000 € HT pour toute sa durée de validité** au sens de l'article R2162-4 du code de la commande publique.

L'accord cadre est **mono-attributaire**.

Le marché public est conclu à **prix unitaires** tels que précisés au bordereau des prix unitaires (BPU).

Les produits pouvant être commandés sont décrits au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et au BPU (bordereau des prix unitaires).

1.4 - Modifications du marché public et marchés complémentaires/similaires

Dans le cas de modifications au marché, elles pourront être effectuées sous forme d'avenants sous réserve des dispositions suivantes : sauf sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties, un avenant ne peut bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

Le CHU Rouen Normandie se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique) et/ou des marchés publics négociés sans

publicité ni mise en concurrence préalables au sens des articles R2122-4 et R2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

2.1 - Durée de l'accord-cadre

Le marché public est conclu pour une période de 4 ans ferme à compter de la date de notification du marché public.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-PI, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique. A défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, la date de notification intervient à l'issue de ce délai.

2.2 - Délais d'exécution

À compter de la réception, par le Titulaire, de l'ensemble des articles, photographies et éléments nécessaires transmis par la Direction de la communication du CHU Rouen Normandie, celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour procéder, d'une part, à la création et à la livraison de la nouvelle maquette graphique et, d'autre part, à la déclinaison complète de chaque numéro.

Ce délai d'un mois inclus les échanges nécessaires entre le Titulaire et la Direction de la communication jusqu'à la remise des livrables.

Le Titulaire est engagé contractuellement par ces délais.

Le non-respect de ce délai entraîne l'application de pénalités de retard (cf. article 14.2 du présent CCAP).

2.3 - Prolongation des délais

Seuls les retards imputables au CHU Rouen Normandie peuvent justifier la prolongation des délais mentionnés ci-dessus.

Ainsi, le Titulaire pouvant être tributaire pour l'exécution de ses prestations, de démarches ou fournitures de documents du ressort du CHU Rouen Normandie, il lui appartient de signaler par courrier recommandé ou courriel tout retard de la part de cette dernière de nature à le contraindre à ne pas respecter les délais, conformément à l'article 13.3 du CCAG-PI.

Le délai de la prestation concernée se trouverait alors prolongé du nombre de jours calendaires séparant l'envoi de ce courrier et l'envoi par le CHU Rouen Normandie des éléments requis ou de l'exécution des démarches requises.

En cas d'empêchement ou de retard, le titulaire est tenu d'informer le représentant du CHU Rouen Normandie afin de déterminer une solution commune pour la livraison des produits ou l'exécution des prestations commandées dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

ARTICLE 3 – INTERLOCUTEUR DU MARCHE

3.1 - Le pouvoir Adjudicateur

Pour l'exécution du présent marché, le représentant du pouvoir adjudicateur est la Directrice générale du CHU Rouen Normandie.

CHU Rouen Normandie
1 rue de Germont
76031 - Rouen Cedex

3.2 - Représentant du titulaire

Le titulaire s'engage à faire connaître, dès la notification du marché, la personne physique désignée par lui et habilitée à l'engager pour les besoins de l'exécution du marché. **Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du pouvoir adjudicateur toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise**, sous peine d'encourir les pénalités et mesures coercitives prévues au marché. A ce titre, le titulaire doit se conformer à l'article 3.4 du CCAG-PI.

Le titulaire est tenu d'exécuter personnellement et en toute indépendance la mission qui lui est confiée.

3.2.1 - Personne nommément désigné

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire désigne une personne nommément désignée qui sera chargée de conduire la mission pour la durée du marché public. **Le nom de cette personne est mentionné à l'article 6 de l'Acte d'Engagement.**

Dans l'hypothèse où cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette mission, son remplacement est effectué dans le respect de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

3.2.2 - La sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public sous réserve du respect du Code de la commande publique (articles L2193-1 à L2193-14 et articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique). **Le Titulaire qui désire sous-traiter une partie de son marché public doit préalablement demander l'agrément du sous-traitant et de ses conditions de paiement au pouvoir adjudicateur, et ce avant tout commencement d'exécution.**

A ce titre, il devra fournir les pièces suivantes :

- Le formulaire DC4 (déclaration du sous-traitant) accompagné d'un dossier technique qui fera apparaître les capacités techniques, financières et professionnelles,
- La liste la plus exhaustive possible des références présentées pour des prestations de même nature que ceux sous traités,
- Une attestation d'assurance correspondant aux polices souscrites par le titulaire,
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La personne habilitée à engager le CHU Rouen Normandie, sous réserve des dispositions des articles R2193-1 à R2193-8 du Code de la commande publique, pourra alors en cas d'accord accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement par un acte spécial annexé au présent marché public.

ARTICLE 4 - OBLIGATION DES PARTIES

4.1 - Obligation du titulaire

4.1.1 - *Changement de la situation juridique et administrative*

Le titulaire du marché public se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU Rouen Normandie de tout changement concernant :

- Sa **raison sociale** (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son **compte de règlement bancaire ou postal**, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le **destinataire du paiement**, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

4.1.2 - *Obligation dans le cadre de l'exécution de la prestation*

Le Titulaire s'engage à tenir le CHU de Rouen informé de manière régulière de l'exécution des prestations objet du présent Accord-cadre.

Il lui appartient, notamment, de conseiller le CHU Rouen Normandie pendant toute la durée d'exécution du marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, le Titulaire doit notamment :

- Conseiller le CHU Rouen Normandie sur tout choix ou toute demande effectué(e) par lui dont il aura connaissance et qui pourrait affecter les objectifs du projet du CHU Rouen Normandie ou avoir une incidence sur ses conditions de réalisation ;
- Alerter de manière motivée le CHU Rouen Normandie sur tout événement dont il a connaissance, pouvant affecter les objectifs du projet du CHU Rouen Normandie et les engagements visés par le marché du CHU Rouen Normandie, y compris si cet événement est imputable au CHU Rouen Normandie ;
- Tenir le CHU Rouen Normandie informé de toute évolution ou incident dont il aurait connaissance et qui pourrait en affecter la mission en proposant toute solution appropriée ;
- Signaler dans tous les documents ou informations techniques qui lui sont communiqués par le CHU Rouen Normandie dans le cadre de l'exécution de son marché, les incohérences, anomalies ou oublis, qui lui paraissent affecter le projet ;
- Alerter le CHU Rouen Normandie de toute modification de ses équipes et fournir les pièces justificatives de capacités et d'expériences des nouveaux intervenants. Le remplaçant proposé par le

titulaire est considéré comme accepté si le CHU Rouen Normandie ne le récusé pas dans un délai de 30 jours courant à compter de la réception de la communication du remplacement. Si le CHU Rouen Normandie récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 30 jours pour proposer un autre remplaçant. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants, le marché peut être résilié sans indemnité.

Le Titulaire formule par écrit les recommandations et informations qu'il est tenu de fournir au CHU Rouen Normandie dans les cas mentionnés ci-dessus, où il est prévu que celui-ci doit-être informé.

CHU Rouen Normandie
Direction de la communication
1 rue de Germont
76031 ROUEN CEDEX
ensemble.magazine@chu-rouen.fr

4.2 - Obligation du CHU Rouen Normandie

Dès la prise d'effet du marché, le CHU Rouen Normandie s'engage à désigner un contact de façon à faciliter les relations avec chaque Titulaire. Il s'engage à maintenir tout au long de l'exécution du marché une collaboration active et régulière avec eux.

Par ailleurs, dès la notification du marché, et pour permettre aux équipes du Titulaire de réaliser les prestations leur incombant dans les délais qui lui sont impartis, le CHU Rouen Normandie s'engage à :

- Remplir leur devoir d'information, et notamment fournir toutes les informations et documents leur paraissant nécessaires à la bonne réalisation des fournitures ;
- Faciliter la tâche du Titulaire lors de la prise de connaissance de l'environnement organisationnel du CHU Rouen Normandie ;
- Signaler au Titulaire, par tout moyen approprié, et confirmer par écrit, dès qu'il en a connaissance, tout événement ou évolution nécessitant une intervention de celui-ci et entrant dans le champ d'application du marché.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Rouen fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'Acte d'engagement et son annexe :
 - Annexe n°1 : Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe :
 - Annexe n°1 : Fiche pratique – déposer une facture sur le portail CHORUS PRO ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
4. Le cadre de mémoire technique du Titulaire ;
5. Le mémoire technique éventuellement ;
6. Les avenants le cas échéant ;
7. Les actes de sous-traitance le cas échéant ;
8. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de prestations intellectuelles (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commande émis par le CHU Rouen Normandie.

ARTICLE 6 - MODALITES D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE

6.1 - Conditions de commandes

Conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, les bons de commandes sont émis par le CHU Rouen Normandie, au fur et à mesure de ses besoins.

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-PI, la notification des bons de commande est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut-être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

Chaque demande de transport précise notamment :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence du marché public ;
- La nature et la quantité des prestations à réaliser en référence au BPU ;
- La date ou le délai d'exécution ;
- Le / les lieux de livraison ;
- Les prix unitaires ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-PI, seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant du CHU Rouen Normandie.

Dès réception du bon de commande, le titulaire doit réaliser l'ensemble des prestations demandées.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité du marché public.

6.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

Si la modification ou l'annulation est à l'initiative du CHU Rouen Normandie, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'établissement. Le titulaire remet une demande de paiement à cette dernière précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement. La demande de paiement est acceptée dans les conditions définies à l'article 11.7 des CCAG-PI.

La modification ou l'annulation du bon de transport ou du bon de commande par le CHU Rouen Normandie prend effet à la date précisée dans la décision notifiée au titulaire.

6.3 - Annulation d'un bon de commande

Le CHU de Rouen Normandie peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des services effectués, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les conditions d'exécution sont définies au CCTP.

ARTICLE 8 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES

8.1 – Obligation de confidentialité

Les informations échangées entre les parties, dans le cadre de l'exécution du présent marché public, sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation préalable écrite du CHU Rouen Normandie, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Le Titulaire est soumis aux obligations générales relatives à la protection du secret, notamment à celles qui concernent le contrôle du personnel. Il doit informer de ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité, les informations, documents, communications déjà accessibles au public.

Le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des plans, documents, fichiers informatiques et autres éléments relatifs au présent marché public, et en aviser sans délai le CHU Rouen Normandie de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

Le Titulaire soumet à l'approbation écrite du CHU Rouen Normandie les dispositions qu'il prend à cet effet. Aucune diffusion ou présentation par le Titulaire de documents, aucun exposé oral concernant le CHU Rouen Normandie, ses organisations et ses procédures ne peuvent se faire sans l'accord écrit de l'établissement.

En cas de violation par le Titulaire des obligations du présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le CHU de Rouen peut résilier le marché public aux torts du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Le Titulaire ne peut prétendre, du chef des dispositions du présent article, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

8.2 – Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Il est fait application de l'article 5.2 du CCAG-PI.

ARTICLE 9 – OPERATION DE VERIFICATION

Des opérations de vérification portant sur la qualité des fournitures et prestations seront destinées à constater que ces dernières répondent aux spécifications techniques. Elles seront pratiquées par le responsable du service ou son représentant, conformément aux articles 27 à 29 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-PI, elles auront lieu en principe dans un délai de 15 jours à dater de la livraison. Les frais qui résulteront des vérifications seront à la charge du Titulaire.

La fourniture et les prestations de service doivent être conformes aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises et au marquage C.E.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues aux articles 29 à 30 du CCAG-PI.

Dans l'hypothèse d'une livraison et/ou prestation, non recevable, cette dernière sera refusée et devra être remplacée ou ré-exécutée immédiatement.

Au cas où ce remplacement ne serait pas fait dans les délais indiqués, de même que dans le cas où il serait constaté un retard de livraison mettant en cause la satisfaction des besoins des services utilisateurs, le CHU Rouen Normandie pourra y faire face et décider d'une fourniture aux frais, risques et périls de l'attributaire du marché public, sans qu'il soit nécessaire de le mettre autrement en demeure.

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-PI, l'application des frais et risques n'empêche pas obligatoirement résiliation du présent marché public, le CHU Rouen Normandie pouvant résilier le marché public pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

ARTICLE 10 – PROPRIETE INTELECTUELLE

Il est fait application du CCAG-PI.

Dans ce cadre, il est précisé que la cession à titre non exclusif permet au titulaire d'utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Cependant, et compte tenu de leurs spécificités, les résultats ayant pour objet d'identifier l'acheteur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

Le prix prend en compte l'étendue de la cession (durée, territoire...), son caractère exclusif ou non ainsi que l'étendue des exploitations applicables au marché.

ARTICLE 11 – RESPONSABILITES

11.1 - Garantie

Il est fait application de l'article 30 du CCAG-PI.

11.2 - Accès - Consignes

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par le CHU Rouen Normandie.

Le titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

11.3 - Assurances

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

ARTICLE 12 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

12.1 - Contenu des prix

Le marché public est traité à prix unitaires. **Ces prix sont arrondis à 2 chiffres après la virgule.**

Ces prix figurent au bordereau des prix unitaires (BPU) en annexe n°1 de l'Acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations (frais de transports, déplacements, main d'œuvre, réunions, fournitures de bureau, la production des documents, etc...), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

L'unité monétaire est l'euro.

12.2 - Clause de révision des prix

Les prix sont révisibles annuellement, à compter de la date de notification du marché, à sa date anniversaire.

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times \text{Syntec}/\text{Syntec}_0)$$

- P : prix révisé
- P₀ : prix initial figurant au BPU
- Syntec : mois du dernier indice connu à la date de la révision
- Syntec₀ : mois de la date de remise des offres

Cette formule est transposable chaque année.

Il appartient au prestataire de faire connaître son souhait de révision au plus tard 2 mois avant chaque date anniversaire, sans aucune intervention du CHU de Rouen.

Dans le cas d'une hausse supérieure **à 3 %**, le CHU de Rouen pourra limiter de plein droit cette augmentation sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer ou résilier le marché public ou ne pas le reconduire sans que le Titulaire ne puisse lui opposer de recours.

Cette révision s'appliquera aux commandes émises à compter du début de la nouvelle période.

Le CHU de Rouen se réserve également le droit de présenter les demandes d'ajustement à l'avis de la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

ARTICLE 13 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

13.1 - Présentation des demandes de paiement – dépôt de la facture électronique

Conformément à l'article 11.5 du CCAG-PI, à l'issue de l'admission de chaque prestation, le titulaire présente une facture correspondant aux prestations exécutées.

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le **dépôt de la facture électronique est obligatoire**, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le CHU Rouen Normandie rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- En annexe une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (annexe n°1 au CCAP)
- Un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés ;
- Le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé : le code service CHORUS est **COM** et le numéro SIRET du CHU ROUEN NORMANDIE est le 267 601 680 00015.

13.2 - Conditions de règlement

13.2.1 - Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par **virement bancaire**.

Le présent marché est financé sur le budget propre du CHU Rouen Normandie.

Le paiement s'effectuera conformément à l'article R2192-11 du Code de la commande publique, **dans le délai global maximum fixé à 50 jours**.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE, majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

13.2.2 - Avance

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public, du bon de commande dans les conditions déterminées aux articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI, le montant de l'avance est fixé :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la commande publique.

Cette avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteint 65 % TTC du montant du marché.

Le titulaire a indiqué dans l'Acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

13.2.3 - Comptable

Le comptable assignataire chargé du paiement est Monsieur le Comptable Publique du CHU Rouen Normandie.

13.2.4 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au titulaire ou au CHU Rouen Normandie, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

13.2.5 - Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Directrice Générale du CHU Rouen Normandie est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-62 du code de la commande publique).

ARTICLE 14 – PENALITES

14.1 - Généralités

Toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant et sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, il n'y a pas de plafonnement des pénalités.

Les pénalités de retard sont cumulables.

Les pénalités stipulées dans le présent marché seront soit déduites de la facture suivant la constitution du retard soit récupérées par l'émission d'un titre de recette, sans notification auprès du Titulaire et dès le premier euro.

Le CHU Rouen Normandie peut réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier ses défaillances.

De plus, en cas de refus du titulaire de réaliser une prestation dans le cadre du marché, pour des raisons d'indisponibilité, tant en matériel qu'en personnel, le CHU Rouen Normandie se réserve le droit de faire exécuter l'opération par une autre entreprise qu'elle aura librement choisie aux frais et risques du Titulaire. De même, en cas de non-respect des obligations du présent CCAP, le CHU Rouen Normandie, après une simple mise en demeure administrativement notifiée, se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire, aux frais, risques et périls du titulaire du présent marché.

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-PI, l'application des frais et risques n'entraîne pas obligatoirement résiliation du présent marché. Le CHU Rouen Normandie pouvant résilier le marché pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

14.2 - Pénalité de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, dans le cas où le titulaire dépasse le délai de livraison et/ou d'exécution des prestations pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \text{ dans laquelle :}$$

P = Le montant de la pénalité ;

V = La valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard ;

R = Le nombre de jours en retard.

ARTICLE 15 – RESILIATION

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-PI.

ARTICLE 16 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations Hors Taxe à la Valeur Ajoutée et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Par ailleurs, le titulaire étranger indique sur la facture :

- Le pays d'origine des marchandises
- Le code de nomenclature douanière
- Le n° de TVA intracommunautaire du titulaire
- Le poids des marchandises livrées
- Le mode de transport des marchandises (par route, air, mer, chemin de fer)

Résiliation : sera notamment considérée comme cas de force majeure aux termes de l'article 38 du CCAG-PI, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions de l'article 38 du CCAG-PI sont applicables.

ARTICLE 17 – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

17.1 - Résolution amiable

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU Rouen Normandie et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R.2197-1 à R.2197-2 du Code la commande publique.

Signataire de la charte RFAR (Relation Fournisseur et Achats Responsables), le CHU de Rouen a désigné l'interlocuteur suivant afin de favoriser l'écoute des entreprises à tous moments des projets achats.

- Madame Dominique Durand, dominique.durand@chu-rouen.fr – **Médiateur interne** et **Correspondant PME**

Le rôle du médiateur interne est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de prévenir et de purger les éventuels conflits fournisseurs. En cas de conflit vous pouvez donc saisir ce médiateur afin de trouver une solution amiable.

Dans le cas où un lanceur d'alerte souhaite alerter le médiateur de certaines pratiques allant à l'encontre des engager présents au sein de la Charte RFAR, le CHU de Rouen s'engage à préserver l'anonymat en cas de demande. Toute saisine considérée comme abusive ou infondée par le médiateur sera déclarée sans suite.

Attention : pour tout litige relatif à la facturation, merci de ne pas saisir le médiateur. Toute demande en ce sens ne sera pas prise en compte.

17.2 - Résolution contentieuse – Compétence juridictionnelle

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 18 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Conformément à l'article 1.2 du CCAG-PI, il est dérogé au CCAG-PI pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-PI
Article 5	Article 4.1
Article 6.1	Article 3.7.1
Article 9	Articles 28.1 et 27
Article 14.1	Articles 14.1.3, 14.1.2 et 27
Article 14.2	Article 14.1.1